



## Après le succès du 19 janvier, on continue !

**Un raz-de-marée !** Face au projet de réforme des retraites, injuste et brutal, la mobilisation a été très forte. Plus d'un million de manifestants, 65 % des professeurs, CPE, PsyEN, AED et AESH en grève, des pics à plus de 80 % de grévistes dans certains établissements, des collèges ont même été fermés dans plusieurs académies. Le message est clair : 64 ans, c'est non, 43 années de cotisation, c'est non !



Le Snes, avec la FSU, s'inscrit dans le cadre unitaire interprofessionnel : pour gagner, **la lutte doit continuer rapidement et durer**. Les prochaines étapes - **semaine du 23 au 28 janvier** : AG, actions locales, réunions publiques, tractage...un objectif : convaincre le plus grand nombre des méfaits de la réforme et préparer la grève du 31/01 et ses suites.

- **mardi 31 janvier** : toutes et tous en grève et dans les manifestations. Faisons du 31 janvier, une journée encore plus forte et massive que le 19/01 !  
- **des suites rapides à cette journée seront organisées** : l'interprofessionnelle se réunira le 31/01 au soir et le SNES-FSU mettra aussi en débat avec la profession les modalités de suite de l'action.

**Un puissant mouvement social, une réforme inutile, injuste et désormais largement contestée et fragilisée, un gouvernement affaibli... Nous pouvons gagner !**



## Stop à l'intox gouvernementale !

**Êtes-vous directement concerné-e par la réforme ? Cette réforme va-t-elle vraiment améliorer la situation des femmes ? Pourrai-je partir avant 64 ans ? Pourrai-je partir à 64 ans ?**



Le Snes-FSU répond à vos questions !

Vous êtes toutes et tous concerné-es par cette réforme. Alors soyons dans l'action dès cette semaine pour préparer et réussir la grève du 31 janvier et ses suites rapides.



## Défendre une juste répartition des richesses

Le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) l'indique clairement, **le système de retraites n'est pas en danger. Il n'y a aucune urgence financière. Ce projet gouvernemental n'a rien d'une nécessité économique**, c'est le choix de



l'injustice et de la régression sociale. Renforcer notre système de retraites nécessite des mesures de progrès et de partage des richesses : des solutions existent !